

## Edgar Morin

Philosophe et sociologue, Edgar Nahoum est né à Paris en 1921. Il rejoint la Résistance en 1942 et y prend le pseudonyme « Morin », qu'il gardera. Après la Libération, il publie « L'An zéro de l'Allemagne », un livre dans lequel il décrit la situation des Allemands au lendemain de la guerre. Au cours des années 1950, il milite contre la guerre en Algérie, quitte le Parti communiste (« Autocritique », Seuil, 1959) et lance la revue « Arguments » avec Roland Barthes. En 1973, il commence la rédaction de « La Méthode », son œuvre majeure, composée de six ouvrages, publiés entre 1977 et 2006. Il y développe une pensée de la complexité. Edgar Morin a publié « Ma gauche » (Bourin éd., 2010), « La Voie » (Fayard, 2011), « Mes philosophes » (Germina, 2011), « Le Chemin de l'espérance », en collaboration avec Stéphane Hessel (Fayard, 2011), et « La France une et multiculturelle » (Fayard, 172 p., 14 €).

**Ne croyez-vous pas que, dans les conditions actuelles d'une crise sans précédent, ce n'est pas une présidence « normale » qu'il nous faudrait, mais une « présidence de salut public », comme vous y enjoint Edgar Morin ?**

**F. H. :** Qu'ai-je voulu dire par cette formule ? Que je veux être proche de mes concitoyens, retrouver de l'harmonie et de l'apaisement. Mais cette démarche doit être au service d'une grande cause. Il faut lutter contre le fatalisme qui conduit soit à la colère, soit à la résignation. Nous devons nous dépasser collectivement et individuellement. Or, pour y parvenir, nous devons être en confiance. Nous vivons dans l'immédiateté, notre horizon va rarement être en confiance. Nous vivons dans l'immédiateté, notre horizon va rarement être au-delà de la fin de mois. Le rôle du politique, c'est de remettre une vision longue permettant un dépassement. Le candidat normal doit avoir l'esprit de salut public ! Avoir l'esprit de salut public, c'est se départir de nos intérêts privés et catégoriels, mettre la jeunesse au cœur de nos choix, promouvoir une transition et une élévation spirituelle du pays.

**E. M. :** La crise que nous vivons n'est pas seulement économique, c'est une crise de civilisation. Un président doit être capable d'indiquer les directions de salut public, pour que la France retrouve son rôle d'éclairer. On ne peut rétablir confiance et espérance que si l'on indique une voie nouvelle : pas seulement la promesse de sortir de la crise, mais de changer la logique dominante. Par une confluence de réformes multiples, il faut remettre la France en mouvement, faire confiance aux capacités créatrices des citoyens. Je souhaiterais que le can-

didat réponde à ce que disait Beethoven, dans son dernier quatuor : « *Muss es sein ? Es muss sein.* » Est-ce possible ? Oui, il faut montrer que c'est possible.

**F. H. :** Non seulement je dis que cela est possible, non seulement je veux montrer que cela est possible, mais je vais le faire !

**Quelle grande politique économique pourrait accompagner cette politique de civilisation ?**

**E. M. :** Une grande politique économique comporterait selon moi la suppression de la toute-puissance de la finance spéculative tout en sauvegardant le caractère concurrentiel du marché ; comme je l'ai dit, le dépassement de l'alternative croissance/décroissance en déterminant ce qui doit croître : une économie plurielle, comportant le développement d'une économie verte, de l'économie sociale et solidaire, du commerce équitable, de l'économie de convivialité, de l'agriculture fermière et biologique, de l'entreprise citoyenne. Mais aussi ce qui doit décroître : l'économie créatrice de besoins artificiels, du futile, du jetable, du nuisible, du gaspillage, du destructeur. Ne faut-il pas envisager une grande politique de la consommation, qui inciterait les consommateurs à s'éclairer sur les produits et mènerait une action éducative sur les intoxications et addictions consuméristes, ce qui, favorisant la qualité des produits, favoriserait la qualité de la vie et la santé des personnes ? Ne faudrait-il pas prohiber les multiples produits soit jetables soit à obsolescence programmée, ce qui favoriserait les artisans de réparation ? Ne faut-il pas envisager une grande politique de réhumanisation des villes qui

veillerait à opérer la déségrégation sociale, à ceinturer les villes-parkings pour y favoriser les transports publics et la piétonisation, et favoriser la réinstallation des commerces de proximité ? Une nouvelle politique de la France rurale ne devrait-elle pas être promue, qui ferait régresser l'agriculture et l'élevage industrialisés devenant nocifs pour les sols, les eaux, les consommateurs, et progresser l'agriculture fermière et bio ? Elle revitaliserait les campagnes en les repeuplant d'une nouvelle paysannerie, en y réimplantant bureaux de poste et dispensaires locaux, et elle inciterait à réinstaller dans les villages boulangeries-épicerie-buvettes. Elle instaurerait l'autonomie vivrière dont nous aurons besoin en cas de grave crise internationale.

**F. H. :** Il y a dans vos propos de nombreux points qui font écho à ce que je propose dans mon programme. Quand je dis que mon adversaire, c'est la finance, je ne parle pas bien sûr des instruments financiers qui permettent de financer l'économie, d'accueillir l'épargne, de financer l'investissement des entreprises. Je parle de la finance folle et débridée, spéculative, qui s'est autonomisée et déconnectée de l'économie réelle. La finance qui se sert de l'économie au lieu de la servir. Il faut donc reconnecter la finance à l'économie réelle. L'idéologie libérale a été hégémonique. Pourtant, nous en avons vu les limites, les dangers, les échecs. C'est cette idéologie qui est archaïque, dépassée. Une nouvelle voie doit s'imposer. Il est de la responsabilité de la gauche de porter cette nouvelle exigence.

Vous parlez de la question de la consommation. Je vais prendre un exemple : en faisant la transition énergétique, nous construirons la France de l'avenir. Cette transition n'est pas indépendante d'un véritable projet de société. La réduction de la part du nucléaire – et non pas son abandon comme la droite cherche à le faire croire en mentant –, le développement parallèle des énergies renouvelables, la rénovation de l'habitat, toutes ces initiatives doivent nous permettre de bâtir une société de la sobriété et de l'efficacité énergétiques. C'est une nécessité environnementale, mais aussi une chance sociale et industrielle. C'est également un signal fort : nous maîtriserons mieux la consommation, nous réduirons les gaspillages. Vous évoquez une « éducation à la consommation » : consommer mieux pour préserver les ressources terrestres, dont nous savons qu'elles ne sont pas infinies. Je pense que ce modèle marquera l'esprit des citoyens et changera les attitudes et les habitudes de consommation. Il nous faut réformer les esprits et changer les mentalités.

Enfin, je veux ouvrir un nouvel acte de la décentralisation, pour renforcer les pouvoirs et les dynamismes locaux, et pour harmoniser les capacités et l'attractivité de tous les territoires.

**Quels sont les penseurs et acteurs politiques qui vous ont le plus inspirés pour vos combats politiques ? Hugo, Marx, Jaurès ? Et pour quelles raisons ?**

**E. M. :** Tous les penseurs qui m'ont conduit à la pensée complexe ont joué un rôle dans la formation de mes idées politiques. Parmi eux je citerais Héraclite, Montaigne, Pascal, Rousseau, Hegel, Marx, von Foerster. Tous les auteurs qui m'ont « allergisé » à l'humiliation, en premier lieu Dostoïevski et le Hugo des *Misérables*, et tous ceux qui m'ont fait aspirer à l'émancipation des opprimés ont nourri en moi une sensibilité de gauche. Enfin, j'ai incorporé en moi l'appel à changer la vie de Rimbaud et de Breton.

Mes plus proches compagnons en matière politique furent, depuis 1956, Claude Lefort et Cornelius Castoriadis. Je pense que toute pensée politique doit se formuler à partir d'un diagnostic pertinent du moment de l'ère planétaire que nous vivons, y concevoir une voie de salut, et y situer une politique française. Je pense qu'il faut dépasser les insuffisances et carences de l'idée de réforme et de révolution dans la notion de « métamorphose », qui combine conservation et transformation.

**F. H. :** L'œuvre de Marx est encore utile pour comprendre ce qu'est le capitalisme. Mais convenons qu'il a changé de forme et de dimension. Jaurès est une des plus grandes références du socialisme mais aussi de la République. Par son intelligence prodigieuse, par sa culture, par son élévation d'esprit, par sa recherche obstinée de la synthèse. Je sais que la pensée d'Edgar Morin aime faire tenir ensemble des antagonismes et montrer en quoi, loin de s'opposer, ils sont complémentaires. C'en est un bon exemple : dans la vision que je me fais de la politique, la défense de l'idéal et l'action dans le réel vont de pair.

C'est aussi ce que voulait dire Aimé Césaire dans sa magnifique formule : « *L'espérance lucide* ». Victor Hugo, c'est le tumulte. La force de la colère et la lucidité. Quel sens de la justice ! Le jeune dandy monarchiste et romantique est mort en grand républicain en ayant résisté au despotisme, celui de « *Napoléon le Petit* », avec le courage d'affronter l'exil... Je me réfère aussi à Albert Camus, qui nous rappelle que le combat pour l'humanité doit être à chaque instant répété. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS TRUONG

## François Hollande

Le candidat socialiste à l'élection présidentielle est né en 1954 à Rouen. Après une licence en droit, il intègre Sciences Po Paris, puis HEC. Il termine son parcours à l'ENA et adhère au Parti socialiste (PS) en 1980.

Après l'élection de François Mitterrand en 1981, il devient chargé de mission à l'Élysée pour les questions économiques. Puis il est nommé chef de cabinet de Max Gallo, secrétaire d'État et porte-parole du gouvernement en 1983. François Hollande est élu en 1988 député de la Corrèze, siège qu'il perd en 1993.

François Hollande devient porte-parole du PS en 1995 lorsque Lionel Jospin en reprend la direction. Les élections législatives de 1997, qui voient le PS revenir au pouvoir, permettent à François Hollande de retrouver son siège de député de la Corrèze, siège qu'il occupe toujours.

En 1997, il est désigné premier secrétaire du PS. Après son élection à la mairie de Tulle (Corrèze) en 2001, fonction qu'il quitte en 2008, il sera président du conseil général de la Corrèze. Le 31 mars 2011, François Hollande annonce sa candidature à la primaire socialiste.

Le 16 octobre 2011, il est désigné candidat socialiste pour 2012 et se qualifie, le 22 avril, au second tour de la présidentielle, avec 28,6 % des suffrages exprimés. Il a récemment publié « *Changer de destin* », (Robert Laffont, 2012).

Sur [Lemonded.fr](http://Lemonded.fr) retrouvez l'intégralité de cet entretien